

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 JUILLET 1922.

Projet de loi réorganisant les Monts-de-Piété et les autorisant à adopter
le titre de Caisse ou Banque publique de prêts.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi du 30 avril 1848, à laquelle le projet de loi qui vous est soumis, ajoute trois articles, a eu pour objet, ainsi que l'indique son intitulé, la réorganisation des monts-de-piété.

Les événements de la guerre n'ont pas manqué d'avoir également leur répercussion sur les opérations de ces établissements et d'ailleurs des besoins nouveaux se sont révélés : d'où la nécessité d'une nouvelle transformation de ces organismes et de leur adaptation à la situation actuelle.

Les dispositions proposées auront pour effet de réaliser cette réforme, d'assurer ce réajustement.

*
* *

A l'initiative du Conseil d'administration du Mont-depiété de Bruxelles, une conférence des délégués de neuf établissements du pays s'est tenue en cette ville, le 26 juin 1919, pour aviser aux mesures à prendre en vue de parer aux conséquences de la guerre.

A la suite de cette conférence, un rapport a été rédigé par le comité des délégués et a été transmis à mon département. J'extraits de ce document les lignes suivantes qui exposent nettement les données du problème :

« Pour tous (les établissements), la situation est identique : la raréfaction des
» objets mobiliers, vêtements, articles de ménage, bijoux, constituant les gages
» habituels présentés aux monts-de-piété, a produit une diminution du chiffre
» et du montant des opérations qui peut être évaluée à 50 %, environ, à l'heure
» présente. Il en résulte une réduction de recettes correspondante. Par contre,
» le payement d'indemnités de vie chère au personnel et l'augmentation du prix
» des matières de consommation courante (imprimés, combustible, etc.) occa-

» sionnent une surcharge considérable des frais généraux. D'où un déséquilibre
 » des éléments budgétaires qui compromet l'avenir sinon l'existence même de
 » ces institutions.

» Le mal peut être atténué dans une certaine mesure par des réformes inté-
 » rieures... d'une part, augmentation du montant des prêts en relation avec la
 » valeur actuelle des gages de toute nature; d'autre part, quand l'occasion s'en
 » présente, réduction du personnel en service par suite de départ volontaire,
 » décès, transfert dans un autre service dépendant des communes ou des admi-
 » nistrations qui en relèvent (hospices et bureaux de bienfaisance) ».

Mais ce ne sont là que des palliatifs : en réalité, des modifications foncières s'imposent. Si l'on veut rendre aux monts de piété la situation qu'ils avaient avant la guerre, c'est à dire celle d'établissements vivant de leurs propres ressources, il faut élargir le cercle de leurs attributions.

*
* *

Un premier changement à opérer est celui de la dénomination de l'organisme.

Ici encore le rapport des délégués des monts de piété contient les éléments les plus intéressants de la question tant du point de vue historique que du point de vue économique ; il s'exprime, à ce sujet, comme suit :

« ... Les premières banques de prêts sur gages, établies en Italie sous la
 » dénomination de *Monte di Pieta*, c'est-à dire *mane* ou *fonds de charité* ou de
 » *pitié* ont été organisées pour affranchir les pauvres de l'exploitation des
 » usuriers. C'était en fait, la banque des pauvres et, pendant des siècles, elle a
 » conservé ce caractère exclusif. Les fonds destinés à assurer son fonctionnement
 » étaient fournis à l'origine à titre gracieux ou à bas intérêt, par des personnes
 » charitables qui, ce faisant, accomplissaient acte de charité, et le service rendu
 » revêtait la forme de secours attribués à des indigents. Lors de la réorganisation
 » des Monts de piété après la révolution française, les capitaux ont été généra-
 » lement fournis par les hospices civils et bureaux de bienfaisance et, jusqu'en
 » ces cinquante dernières années, la clientèle ordinaire de nos établissements est
 » restée, en ordre principal, la classe pauvre, qui n'éprouvait aucune répugnance
 » à recourir aux offices d'une institution charitable ».

Mais, peu à peu, le fonctionnement des Monts de piété se ressentit des transformations économiques.

Aux termes d'un rapport présenté au Conseil d'administration du Mont de piété de Liège, le 25 octobre 1888, dès 1871, la Commission administrative de l'établissement de Gand déclarait que « la dénomination de Mont de piété écarte bien des personnes pour lesquelles le prêt sur gages serait un secours utile » : en conséquence, elle proposait « la substitution du nom de Banque de prêts sur gages à celui de Mont de piété ».

« Depuis lors, l'évolution s'est de plus en plus marquée en ce sens » constatent les délégués des Monts de piété à la Conférence tenue à Bruxelles et ils ajoutent ces indications : « Les hardes et petits objets mobiliers qui formaient autrefois

» la plus large part des gages cèdent de plus en plus la place aux bijoux et objets
» d'ornementation. Malgré le développement des sociétés coopératives de crédit,
» la petite industrie, le petit commerce, la bourgeoisie recourent de plus en plus
» à nos institutions pour obtenir, contre dépôts de gages, sans formalités
» longues ou tracassières, des prêts à court terme qui leur permettent d'assurer
» la marche continue de leur affaires. Cette clientèle s'est encore accrue, à la suite
» de l'acceptation en nantissement, dans les grands établissements du pays, des
» titres de fonds publics; et pendant la guerre surtout, un grand nombre de per-
» sonnes qui n'avaient jamais envisagé l'éventualité de recourir à nos institutions,
» ont pu apprécier l'importance des services qu'ils peuvent rendre à toutes les
» classes sociales aux heures critiques de la vie ».

Et, reprenant l'idée émise par le Conseil d'administration du Mont de piété de Gand, le rapport conclut sur ce point :

« Il n'en reste pas moins que le titre de nos établissements, qui évoque l'idée
» d'un secours de bienfaisance, en éloigne une partie de la population qui
» n'hésiterait pas à recourir aux services d'une institution dont il s'avèrerait que
» les clients rémunèrent les services. »

Cette nécessité a d'ailleurs été comprise en d'autres pays.

Aux Pays-Bas, les Monts de piété fonctionnent sous le nom de Caisse communale de prêts (Stads-bank van leening), en Suisse sous celui de « Caisse publique de prêts sur gages ». En France, un décret du Président de la République, en date du 24 octobre 1918, porte que les Monts de piété sont autorisés à adopter, après avis conforme du Conseil municipal, le titre de « Caisse de crédit municipal », suivi du nom de la ville où ils sont établis.

Il y a grand intérêt à réaliser en Belgique cette réforme, réclamée par les établissements du pays : c'est l'objet de l'article premier du projet.

*
* * *

Il vient d'être fait mention de l'acceptation en nantissement dans les Monts de piété importants, des titres de fonds publics.

Ce service constitue une innovation adoptée depuis 1911. Par arrêté royal du 11 février de cette année, pris en exécution de l'article 7 de la loi du 30 avril 1848, le mont de piété de Bruxelles a été autorisé à prêter également, mais jusqu'à concurrence seulement d'une somme inférieure à 200 francs, sur les titres de fonds publics (fonds d'État, de provinces et de communes); la même autorisation a été octroyée dans la suite aux autres établissements qui l'ont sollicitée.

La limitation à une somme inférieure à 200 francs pour les avances de cette nature avait été établie parce qu'à partir de cette somme, la Caisse générale d'épargne consent des prêts de cette sorte. Bien que réduite à ces modestes proportions, l'organisation des prêts sur titres a rendu des services marquants pendant la guerre. A Gand, à Bruxelles, à Anvers, où elle existait depuis plu-

sieurs, années, elle a continué à fonctionner avec certaines variantes imposées par les circonstances. A Liège, où elle n'avait pas encore été réalisée, la Commission administrative a pris l'initiative de l'établir, avec le concours financier de la ville en octobre 1914.

Dès les premiers jours de l'occupation, l'établissement reçut la visite de nombreuses personnes qui sollicitaient des prêts de subsistance sur dépôts de fonds publics. Les bureaux de change, non plus que la Bourse, ne fonctionnaient depuis l'ouverture des hostilités. Et une population très intéressante qui avait confié ses économies aux pouvoirs publics avec l'espoir d'en retrouver la valeur au jour où elle en aurait besoin, se trouvait ainsi réduite à l'obligation d'engager des objets d'usage courant ou de recourir à la bienfaisance publique.

Pour donner une idée de la faveur dont cette section a joui auprès de la population de la région liégeoise, il suffit d'indiquer que, pour l'exercice 1918, les prêts sur titres (229,754 francs) représentent 20 % des engagements de l'année (1,160,030 francs).

S'appuyant notamment sur cette expérience, les monts de piété demandèrent l'extension du service et l'élévation du montant du prêt pouvant être consenti sur le gage de cette nature.

Ils faisaient valoir également à cet égard que la Caisse d'épargne effectue les prêts sur titres exclusivement par fractions de 100 francs et qu'en outre, les particuliers qui s'adressent à cette institution pour ces opérations sont astreints à l'accomplissement de certaines formalités et au paiement de frais de timbre et d'enregistrement dont les actes des monts de piété sont exempts.

Pourquoi, disaient-ils, ne pas autoriser ces établissements à recevoir les titres de fonds publics, comme les autres gages sans limitation spéciale autre que le maximum inscrit dans leur règlement organique, pourquoi refuser cette facilité aux personnes qui ont consacré leurs épargnes à l'achat de fonds nationaux ?

Le moment pour opérer cette modification était d'ailleurs opportun : en effet, les monts de piété pouvaient trouver de cette manière un champ d'exploitation plus vaste qui leur permettrait de contrebalancer dans une certaine mesure la diminution de leurs affaires que la guerre a amenée et de raffermir leur situation financière.

C'était, au surplus, une façon d'associer ces institutions à l'Œuvre de restauration économique du pays, parallèlement avec la Société nationale d'avances au petit commerce et à la petite industrie.

Enfin, le produit des dégagements nombreux et des ventes de gage périmés qui se sont opérés après la fin des hostilités fournissait momentanément aux Monts de piété des réserves importantes : l'extension du service de prêts sur titre leur assurerait l'utilisation de leurs capitaux disponibles.

Inspiré par cet ensemble de raisons, tirées à la fois de l'intérêt particulier et de l'intérêt général, le Gouvernement a autorisé les monts de piété à prêter sur titres et tous gages autres que marchandises neuves, jusqu'à concurrence de dix mille francs. Des arrêtés royaux en date des 19 et 27 avril et 19 mai 1921, pris en exécution de l'article 7 déjà cité de la loi du 30 avril 1848, ont approuvé les modifications qui devaient être apportées à cet effet aux règlements des Monts-de-piété d'Anvers, de Bruxelles et de Liège.

Qui ne voit d'ailleurs que ce changement des dispositions statutaires fournit un argument de plus et non le moindre en faveur du changement de dénomination?

L'appellation de Caisse ou Banque publique de prêts est, sans conteste, mieux appropriée à la situation nouvelle : elle est, en quelque sorte, commandée par elle.

Dans le texte des arrêtés royaux autorisant les monts de piété à prêter jusqu'à concurrence de 10,000 francs, on aura noté l'exclusion des opérations gagées sur marchandises neuves.

Cette exception trouve son explication dans le texte de l'article 23 de la loi du 30 avril 1848 qui dispose que : « Les prêts sur marchandises neuves, déposées par le même propriétaire, ne pourront excéder 1,000 francs ».

Pour que ce chiffre fût modifié, il fallait l'intervention du législateur.

Personne ne contestera que le maximum de 1,000 francs, introduit en 1848, ne correspond plus aux circonstances économiques du moment et n'est plus en rapport avec le renchérissement actuel des marchandises de toute espèce.

Il n'y a aucune raison, semble-t-il, de ne pas substituer au chiffre inscrit dans l'article 23 celui de 10,000 francs admis pour les autres gages.

La formule destinée, aux termes de l'article 3 du projet, à remplacer l'article 23 de la loi du 30 avril 1848, laisse donc au Gouvernement le soin de déterminer, dans la limite du maximum de 10,000 francs, le montant des prêts sur marchandises neuves, déposées par le même propriétaire.

Il nous reste quelques mots à dire à propos de l'article du projet, qui a pour but d'autoriser la Caisse d'Épargne à faire des avances aux Monts-de-piété.

D'après l'article 10 de la loi du 30 avril 1848, il est de principe que les fonds nécessaires aux opérations des Monts-de-piété sont avancés par les administrations publiques de bienfaisance et par la commune : mais le service financier des établissements de bienfaisance et des communes est devenu tellement difficile que ces administrations sont dans l'impossibilité de continuer leur concours aux Monts-de-Piété.

La Caisse générale d'Épargne et de Retraite est au contraire l'organisme tout indiqué pour intervenir : cette institution tire en effet ses ressources des mêmes milieux que ceux que les Monts-de-Piété ont pour mission d'assister et ses opérations ne doivent pas nécessairement avoir une cause commerciale, d'après les règlements.

A ces titres, l'intervention prévue ici peut être rapprochée de celle que la loi du 11 octobre 1919 a consacrée en faveur de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché.

Du moment d'ailleurs où, comme le précise le texte, les prêts sur marchandises neuves ne sont pas compris dans les prêts sur nantissements auxquels les sommes avancées par la Caisse d'Épargne pourront être affectées, l'opération garde une absolue sécurité : elle est conforme aux règles strictes que l'institution est tenue d'observer dans le choix de ses placements.

Les monts-de-piété devront donc consentir les prêts sur marchandises neuves au moyen de leurs autres ressources.

L'article 2 du projet, qui deviendra l'article 10^{bis} de la loi du 30 avril 1848, dit encore en son deuxième alinéa : « ces prêts seront assimilés, suivant leur » forme et leur durée, aux placements provisoires ou aux placements définitifs » de la caisse » : ce n'est là qu'une disposition d'ordre technique.

*
* *

Il est bon de le faire remarquer, en terminant : tout en instaurant des mesures qui auront pour heureux effet d'assurer le maintien d'établissements d'intérêt général, le projet ne crée aucune charge nouvelle. Bien plus, le régime qu'il institue, écarte, tout permet de l'espérer, l'éventualité qui, à son défaut, se réaliserait fatalement de l'inscription au Budget des Pouvoirs publics de Crédits destinés à venir en aide à des institutions dont la disparition ne peut être envisagée.

Je ne citerai, à cet égard, qu'un chiffre, mais il est démonstratif : même dans les conditions imparfaites de son fonctionnement actuel, le seul mont-de-piété de Bruxelles a, en 1921, fait des prêts au public pour plus de onze millions de francs.

*
* *

Encore une fois, les considérations les plus pressantes tant d'utilité particulière que d'utilité publique, recommandent l'adoption d'urgence de la proposition de loi.

Le Ministre de la Justice,

FULG. MASSON.

ANNEXE AU N° 410.

BIJLAGE VAN N° 410.

Projet de loi réorganisant les monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de « Caisse ou Banque publique de prêts ».

Ontwerp van wet waarbij de « bergens van barmhartigheid » heringericht worden en hun machtiging verleend wordt tot het aannemen van de benaming « Openbare Bank van leening ».

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom, aux Chambres législatives, par Notre Ministre de la Justice :

ARTICLE PREMIER.

Entre les articles 2 et 3 de la loi du 30 avril 1848 est inséré un article 2^{bis} rédigé comme suit :

« Article 2^{bis}. — Les Conseils communaux pourront, avec l'autorisation du Roi, la Députation permanente entendue, substituer à la dénomination *Mont-de-piété* celle de Caisse ou Banque publique de prêts. »

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Tusschen de artikelen 2 en 3 der wet van 30 April 1848 wordt een artikel 2^{bis} ingelascht dat luidt als volgt :

« Artikel 2^{bis}. — Met machtiging des Konings en na de Bestendige Deputatie gehoord te hebben, mogen de Gemeenteraden de benaming *berg van barmhartigheid* veranderen in *Openbare Bank van leening*. »

ART. 2.

Entre les articles 10 et 11 de la loi du 30 avril 1848 est inséré un article 10^{bis} rédigé comme suit :

« ART. 10^{bis}. — La Caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à employer une partie de ses disponibilités en prêts aux monts-de-piété : les fonds avancés par la Caisse ne pourront être affectés par ces établissements qu'à l'octroi de prêts sur nantissement de valeurs et d'objets mobiliers à l'exclusion des marchandises neuves.

» Ces prêts seront assimilés, suivant leur forme et leur durée, aux placements provisoires ou aux placements définitifs de la Caisse. »

ART. 3.

L'article 23 de la loi du 30 avril 1848 est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant des prêts sur marchandises neuves, déposées par le même propriétaire, sera déterminé par arrêté royal, sans que ces prêts puissent excéder dix mille francs. »

Donné à Ciergnon, le 8 juillet 1922.

ART. 2.

Tusschen de artikelen 10 en 11 der wet van 30 April 1848 wordt een artikel 10^{bis} ingelascht dat luidt als volgt :

« ART. 10^{bis}. — Aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt machtiging verleend om een gedeelte van hare beschikbare gelden aan de bergen van barmhartigheid in leen af te staan : de door de Spaarkas voorgeschoten bedragen mogen door deze instellingen slechts aangewend worden voor leeningen onder verpanding van waarden en roerende goederen, met uitzondering van nieuwe koopwaar.

» Deze leeningen worden, volgens haar vorm en duur, gelijk gesteld met de voorloopige of definitieve geldbeleggingen van de Spaarkas. »

ART. 3.

Artikel 23 der wet van 30 April 1848 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het bedrag der leeningen op nieuwe koopwaren, door eenzelfde eigenaar aangeboden, zal bij koninklijk besluit worden vastgesteld, zonder dat nochtans deze leeningen 10,000 frank mogen te boven gaan. »

Gegeven te Ciergnon, den 8^e Juli 1922.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

FULG. MASSON.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 JULI 1922.

Ontwerp van wet waarbij de « bergen van barmhartigheid » heringericht worden en hun machtiging verleend wordt tot het aannemen van de benaming : « Openbare Bank van leening » .

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet van 30 April 1848, waaraan het wetsontwerp, dat U thans wordt voorgelegd, drie artikelen toevoegt, had, zooals uit den titel blijkt, de herinrichting der « bergen van barmhartigheid » ten doel.

De oorlogsgebeurtenissen hebben ook haar onvermijdelijken terugslag gehad op de verrichtingen van die instellingen.

Nieuwe behoeften zijn trouwens ontstaan, met het gevolg dat die instellingen andermaal hervormd en aan den huidige toestand aangepast moeten worden.

Hervorming en heraanpassing worden bij de voorgestelde bepalingen geregeld.

*
* *

Met het doel om te onderzoeken welke maatregelen zouden kunnen genomen worden om de gevolgen van den oorlog te keer te gaan, had, op initiatief van den raad tot beheer van den « berg van barmhartigheid » te Brussel, aldaar op 26 Juni 1919 eene vergadering, van afgevaardigden van negen instellingen uit het Rijk plaats.

Naar aanleiding van deze vergadering heeft het comitee der afgevaardigden een verslag opgesteld dat aan mijn departement werd overgemaakt.

Uit dit document licht ik de navolgende plaatsen, waarin de gegevens van het vraagstuk klaar en duidelijk uiteengezet worden :

» Voor al de instellingen is de toestand dezelfde : de schaarschte aan roerende
» voorwerpen, kledingstukken, huisgerief, juweelen, die vroeger doorgaans bij
» de bergen van barmhartigheid in pand gegeven werden, heeft eene vermindering van het aantal en van het bedrag der verrichtingen ten gevolge gehad,
» vermindering die thans op ongeveer 50 p. h. kan geschat worden. De

H

» inkomsten zijn dan ook in dezelfde verhouding verminderd. Door het verleen
 » van duurtetoeslag aan het personeel en de stijging van den prijs der artikelen
 » van dagelijksch gebruik (drukwerk, brandstof, enz.) zijn daarentegen de
 » algemeene onkosten aanzienlijk vermeerderd. Het evenwicht in de begrootings-
 » elementen is verstoord en dit feit brengt de toekomst, zoo niet het bestaan
 » zelf, van die instellingen in gevaar.

» De moeilijkheden kunnen eenigszins verholpen worden door inwendige
 » hervormingen : eenerzijds verhooging van het bedrag der leeningen in
 » verhouding tot de huidige waarde der panden van allerlei slag; anderszijds,
 » wanneer de gelegenheid zich voordoet, vermindering van het dienstpersoneel
 » ten gevolge van vrijwillig ontslag, overlijden, overplaatsing naar andere
 » diensten die van de gemeente of van de onder haar staande besturen afhangen
 » (godshuizen en weldadigheidsbureelen). »

Dit zijn echter maar halve maatregelen; in werkelijkheid dringen zich grondige hervormingen op. Wil men de « bergen van barmhartigheid » in hunnen vooroorlogschcn toestand herstellen, wil men m. a. w. er weer instellingen van maken die zichzelf kunnen bedruipen, dan moet hunne bevoegdheid worden uitgebreid.

* *

In de eerste plaats dient de benaming der instelling zelf gewijzigd.

Ook in verband hiermede worden, in het verslag der afgevaardigden van de bergen van barmhartigheid, de belangrijkste punten van het vraagstuk, zoowel uit geschiedkundig als uit economisch standpunt, behandeld.

Dienaangaande luidt het verslag als volgt :

« De eerste banken van leeningen op onderpand, die in Italie onder de benaming
 » *Monte di Pieta* m. a. w. *mane* of *fonds voor liefdadigheid* of *barmhartigheid*
 » tot stand kwamen, werden opgericht om de armen tegen de woekeraars
 » te beschermen. Het was feitelijk de bank der armen en eeuwen lang gold zij
 » uitsluitend als dusdanig. De fondsen, bestemd om hare werking te verzekeren,
 » werden aanvankelijk kosteloos of tegen lagen interest verstrekt door lief-
 » dadige personen, die aldus een werk van liefdadigheid volbrachten. De aldus
 » bewezen dienst gold als eene aan behoeftigen verleende hulp. Bij de herin-
 » richting der « bergen van barmhartigheid » na de Fransche Revolutie, werden
 » de kapitalen over het algemeen voorgeschoten door de burgerlijke godshuizen
 » en de armbesturen en tot in deze vijftig laatste jaren bleef de gewone
 » cliënteel onzer instellingen voornamelijk de armen, die zonder tegenzin hun
 » toevlucht tot een liefdadige instelling namen. »

Maar stilaan deden de veranderingen in de economische toestanden zich ook op de werking der « bergen van barmhartigheid » gevoelen.

Luidens een verslag, ingediend op 25 October 1888 bij den raad tot beheer van den « berg van barmhartigheid » te Luik, wees er de commissie tot beheer van de gelijk namige instelling te Gent reeds in 1871 op dat de benaming : « berg van

barmhartigheid » vele personen afschrikte die anders in de leening op onderpand een flinken steun zouden gevonden hebben, weshalve bedoelde commissie voorstelde de benaming « berg van barmhartigheid » te veranderen in : « bank van leening op onderpand ».

Sedertdien ging de evolutie al verder en verder in die richting, zooals door de afgevaardigden van de « bergen van barmhartigheid » werd vastgesteld op de te Brussel gehouden vergadering. Deze voegden er nog de volgende opmerkingen aan toe :

« In plaats van kleedingstukken en kleine voorwerpen die vroeger meestal in » pand werden gegeven, komen thans al meer en meer juweelen en sieraden.
» Ondanks de uitbreiding van de samenwerkende kredietmaatschappijen maken » de kleinijverheid, de kleinhandel, de burgerij een steeds veelvuldiger gebruik » van de door onze instellingen geboden gelegenheid om tegen het stellen van » een pand, waarbij geene lange of vervelende formaliteiten worden geeischt,
» kleine leeningen op korten termijn te verkrijgen, waardoor de regelmatige » gang hunner zaken verzekerd wordt. Deze cliënteel heeft zich nog uitgebreid » ten gevolge van het feit dat de groote instellingen van het land titels van » Staatsfondsen in pand aanvaarden; en vooral tijdens den oorlog hebben vele » personen, die nooit de mogelijkheid hadden voorzien dat zij zich eens tot » onze instellingen zouden moeten wenden, er zich rekenschap kunnen van geven » welke groote diensten deze instellingen in de moeilijke omstandigheden van » het leven aan al de kringen der maatschappij kunnen bewijzen. »

Verder, terugkeerende tot de opvatting die reeds door den raad tot beheer van den « berg van barmhartigheid » te Gent vooruitgezet werd, besluit het verslag als volgt :

« Niettemin is het een feit dat de benaming onzer instellingen, waardoor aan- » stonds de gedachte aan liefdadigen onderstand wordt verwekt, een gedeelte » van de bevolking afschrikt, dat anders zich zonder aarzelen tot instellingen » zou wenden, waarvan de diensten, naar algemeen bekend is, door de klanten » vergoed worden ».

In andere landen heeft men zich trouwens van die noodzakelijkheid bewust getoond.

In Nederland werken de « bergen van barmhartigheid » onder de benaming van « Stadsbank van leening », in Zwitserland onder die van « Staatsbank van leeningen op onderpand ». In Frankrijk werd bij dekreet van 24 October 1918, van den President der Republiek aan de « bergen van barmhartigheid » machtiging verleend om zich, indien de municipale raad daarmee instemde, « Caisse de crédit municipal » (Gemeentelijke kredietkas) te noemen, waarbij van de naam der stad waar zij gevestigd zijn, zou worden gevoegd.

En het is van het hoogste belang deze, door al de instellingen in het land gewenschte hervorming ook in België in te voeren : bij artikel 1 van dit ontwerp wordt dit gedaan.

Zooeven werd gewag gemaakt van het feit dat de belangrijke « bergen van barmhartigheid », titels van openbare fondsen in onderpand aanvaardden.

Deze nieuwigheid werd in 1911 ingevoerd. Bij koninklijk besluit van 11 Februari van dit jaar, ter voldoening aan artikel 7 van de wet van 30 April 1848 genomen, is aan den « berg van barmhartigheid » te Brussel eveneens machtiging verleend om leeningen te verstrekken op titels van Staats- provincie- en gemeentefondsen, doch slechts tot een bedrag van minder dan 200 frank. Dezelfde machtiging werd naderhand verleend aan de andere instellingen die haar aanvroegen.

Het bedrag van die voorschotten werd op minder dan 200 frank beperkt, omdat de Algemeene Spaarkas soortgelijke leeningen met 200 frank als minimum toestaat. Alhoewel tot deze bescheiden verhoudingen teruggebracht, heeft het inrichten van leeningen op titels, tijdens den oorlog, uitstekende diensten bewezen. Te Gent, te Brussel, te Antwerpen, waar dit stelsel sedert jaren bestond, is het steeds, met enkele door de omstandigheden opgedrongen wijzigingen van kracht gebleven. Te Luik, waar het nog niet ingevoerd was, heeft de Commissie van Beheer het initiatief genomen om het in October 1914 in te richten, met den officieelen steun der stad.

Van de eerste dagen der bezetting af werd de instelling bezocht door talrijke personen die, om in hun onderhoud te voorzien, leeningen aangingen tegen verpanding van openbare fondsen. De wisselkantoren evenals de beurs waren sedert het begin der vijandelijkheden gesloten. Zoo waren vele lieden, die alle belangstelling verdienen en die hunne spaarpenningen toevertrouwd hadden aan openbare instellingen met de hoop ze te kunnen terugnemen wanneer zij ze nodig zouden hebben, gedwongen voorwerpen van dagelijksch gebruik te verpanden, of zich tot de openbare weldadigheid te wenden.

Om te beseffen hoezeer de diensten van deze afdeling de bevolking van de Luiksche omgeving ten goede zijn gekomen, volstaat het er op te wijzen dat voor het dienstjaar 1918 de leeningen op titels (229, 751 frank) 20 % bedragen van de verpandingen over het gansche jaar. (1, 160, 030 frank.)

Op grond van deze proefneming hebben de « bergen van barmhartigheid » den wensch uitgedrukt dat deze dienst uitgebreid zou worden en het bedrag der leening die op dergelijk pand mag worden toegestaan, zou worden verhoogd. In verband daarmee hebben zij ook laten gelden dat de spaarkas alleen op titels leent bij gedeelten van 100 frank en dat bovendien de particulieren die zich voor dergelijke verrichtingen tot de spaarkas richten, verplicht zijn zekere formaliteiten te vervullen en zegel- en registratiekosten te betalen, hetgeen voor de akten van de « bergen van barmhartigheid » niet vereischt wordt. Waarom, zoo vragen zij, aan deze instellingen niet toegelaten om de titels van openbare fondsen in pand te aanvaarden zoowel als elk ander pand, zonder verdere bijzondere beperking dan het in het algemeen inrichtingsreglement vastgestelde maximum; waarom deze gunst weigeren aan personen die hunne spaarpenningen besteed hebben om nationale fondsen aan te koopen?

Het oogenblik om deze wijziging in te voeren was ten andere goed gekozen: op die wijze konden de « bergen van barmhartigheid » inderdaad hunne werking

uitbreiden, en werd het hun mogelijk de door den oorlog veroorzaakte slapte in de zaken eeniger mate tegen te gaan en hunnen financieelen toestand te versterken.

Die instellingen hadden trouwens aldus de gelegenheid om, samen met de Nationale Maatschappij voor voorschotten aan den kleinhandel en de kleinnijverheid, mede te werken tot den economischen heropbouw van het land.

Ten slotte bezorgde de opbrengst van de talrijke inlossingen en de verkoop van niet tijdig ingeloste panden, die na het einde van den oorlog plaats greep, aan de « bergen van barmhartigheid » groote geldvoorraden : de uitbreiding van den dienst der leeningen op titels zou hun toelaten hunne beschikbare kapitalen doelmatig aan te wenden,

Op grond van al deze overwegingen, zoo van bijzonderen als algemeenen aard, heeft de regeering aan de « bergen van barmhartigheid » machtiging verleend om op titels en op alle andere panden, behalve nieuwe koopwaar, leeningen toe te staan tot een beloop van 10,000 frank. Bij koninklijke besluiten van 19 en 27 April en 19 Mei 1921, genomen ter voldoening aan de wet van 30 April 1848, werd goedkeuring gehecht aan de wijzigingen, welke te dien einde dienden toegebracht aan de reglementen der « bergen van barmhartigheid » te Antwerpen, Brussel en Luik.

* *

Wie ziet ten andere niet in, dat deze wijziging van de statuten een argument te meer is — en geenszins het minst doorslaande — voor de verandering aan de benaming toe te brengen.

De benaming : « Openbare bank van leening » is ontegensprekelijk beter aangepast bij den nieuwen toestand, zij wordt om zoo te zeggen door dien toestand opgedrongen.

* *

Men zal bemerkt hebben dat in de koninklijke besluiten waarbij aan de « bergen van barmhartigheid » machtiging verleend wordt om leeningen toe te staan tot een beloop van 10,000 frank, het in pand geven van nieuwe koopwaar uitgesloten werd. Deze uitzondering is gegrond op den tekst van artikel 23 van de wet van 30 April 1848, waarbij bepaald wordt dat : de leeningen op nieuwe koopwaar, aangeboden door een zelfden eigenaar, een bedrag van 1,000 frank niet mogen te boven gaan.

Om dit cijfer te wijzigen was de tusschenkomst van den wetgever vereischt. Niemand zal betwisten dat het in 1848 aangenomen maximum van 1,000 frank niet meer strookt met den huidige economischen toestand, noch in verhouding staat tot de hogere prijzen die koopwaren van alle slag sedert hebben bereikt. Er schijnt dan ook geene enkele reden te bestaan om het in artikel 23 opgenomen cijfer van 1,000 frank niet te vervangen door dat van 10,000 frank, dat voor de andere panden aangenomen werd.

De tekst, bestemd om luidens artikel 3 van het ontwerp, artikel 23 van de wet van 30 April 1848 te vervangen, laat aan de Regeering de zorg over om, binnen de perken van het maximum van 10,000 frank, het bedrag vast te stellen van de leeningen op nieuwe koopwaren door denzelfden eigenaar aangenomen.

* * *

Enkele woorden nog over het artikel van het wetsontwerp, waarbij aan de Spaarkas machtiging wordt verleend om voorschotten te doen aan de « bergen van barmhartigheid ».

In artikel 10 der wet van 30 April 1848 wordt als grondregel vastgelegd, dat de fondsen, die benoodigd zijn voor de « bergen van barmhartigheid », door de openbare weldadigheidsbesturen en door de gemeente voorgeschoten worden, doch de financieele dienst der weldadigheidsinstellingen en der gemeenten is zoo moeilijk geworden dat deze besturen in de onmogelijkheid verkeerden om langer hun financieelen steun aan de « bergen van barmhartigheid » te verleenen.

Daarentegen is de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas het aangewezen organisme om ten deze op te treden: die instelling vindt inderdaad hare hulpmiddelen in dezelfde lagen der maatschappij die door de « bergen van barmhartigheid » bijgestaan worden, en hare verrichtingen moeten volgens de reglementen niet noodzakelijk een handelskarakter hebben.

Op die gronden kan de hier voorziene tusschenkomst vergeleken worden met die welke bij de wet van 11 October 1919 ingevoerd werd ten behoeve van de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen en huisvesting.

Ten andere, wanneer, zooals de tekst het nader bepaalt, de leeningen op nieuwe koopwaar niet begrepen zijn onder de leeningen op onderpand waarvoor de door de Spaarkas voorgeschoten bedragen kunnen aangewend worden, blijft de verrichting zonder eenig gevaar: zij strookt geheel met de regelen welke de instelling bij deze keuze harer geldbeleggingen dient na te leven.

De « bergen van barmhartigheid » zullen derhalve de leeningen op nieuwe koopwaar moeten toestaan op hunne andere geldmiddelen.

Artikel 2 van het ontwerp, dat artikel 10^{bis} van de wet van 30 April 1848 zal worden, bepaalt nog in het tweede lid:

« Deze leeningen zullen, volgens haar vorm en duur, gelijkgesteld worden met de voorloopige of definitieve geldbeleggingen van de kas. »

Dit is eene bepaling van uitsluitend technischen aard.

* * *

Ten slotte kan het gewenscht zijn er op te wijzen dat het ontwerp, alhoewel het maatregelen invoert welke voor gelukkig gevolg zullen hebben het voortbestaan van instellingen van algemeen belang te verzekeren, geen enkelen nieuwen last medebrengt.

Beter nog, door het ingevoerde stelsel is naar alles verhopend, de mogelijkheid van de baan geruimd, welke zich anders ongetwijfeld zou hebben voorgedaan, dat op de begroting der openbare besturen kredieten uitgetrokken zouden moeten worden om hulp te verleenen aan instellingen waarvan de opheffing niet gewenscht is.

Ik zal in verband daarmee slechts één cijfer aanhalen, doch het is welsprekend: ondanks de gebrekkige wijze waarop hij thans ingericht is heeft alleen de « berg

van barmhartigheid » te Brussel in 1921 meer dan 11 miljoen frank leeningen aan het publiek toegestaan.

* *

Er wordt nogmaals op gewezen dat overwegingen in verband zoowel met het particulier als met het algemeen belang, eischen dat het wetsontwerp binnen den kortst mogelijken tijd aangenomen worde.

De Minister van Justitie,

FULG. MASSON.

ANNEXE AU N° 410.

BIJLAGE VAN N° 410.

Projet de loi réorganisant les monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de « Caisse ou Banque publique de prêts ».

Ontwerp van wet waarbij de « bergen van barmhartigheid » heringericht worden en hun machtiging verleend wordt tot het aannemen van de benaming « Openbare Bank van leening ».

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom, aux Chambres législatives, par Notre Ministre de la Justice :

ARTICLE PREMIER.

Entre les articles 2 et 3 de la loi du 30 avril 1848 est inséré un article 2^{bis} rédigé comme suit :

« Article 2^{bis}. — Les Conseils communaux pourront, avec l'autorisation du Roi, la Députation permanente entendue, substituer à la dénomination *Mont-de-piété* celle de Caisse ou Banque publique de prêts. »

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Tusschen de artikelen 2 en 3 der wet van 30 April 1848 wordt een artikel 2^{bis} ingelascht dat luidt als volgt :

« Artikel 2^{bis}. — Met machtiging des Konings en na de Bestendige Deputatie gehoord te hebben, mogen de Gemeenteraden de benaming *berg van barmhartigheid* veranderen in *Openbare Bank van leening*. »

ART. 2.

Entre les articles 10 et 11 de la loi du 30 avril 1848 est inséré un article 10^{bis} rédigé comme suit :

« ART. 10^{bis}. — La Caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à employer une partie de ses disponibilités en prêts aux monts-de-piété : les fonds avancés par la Caisse ne pourront être affectés par ces établissements qu'à l'octroi de prêts sur nantissement de valeurs et d'objets mobiliers à l'exclusion des marchandises neuves.

» Ces prêts seront assimilés, suivant leur forme et leur durée, aux placements provisoires ou aux placements définitifs de la Caisse. »

ART. 3.

L'article 23 de la loi du 30 avril 1848 est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant des prêts sur marchandises neuves, déposées par le même propriétaire, sera déterminé par arrêté royal, sans que ces prêts puissent excéder dix mille francs. »

Donné à Ciergnon, le 8 juillet 1922.

ART. 2.

Tusschen de artikelen 10 en 11 der wet van 30 April 1848 wordt een artikel 10^{bis} ingelascht dat luidt als volgt :

« ART. 10^{bis}. — Aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt machtiging verleend om een gedeelte van hare beschikbare gelden aan de bergen van barmhartigheid in leen af te staan : de door de Spaarkas voorgeschoten bedragen mogen door deze instellingen slechts aangewend worden voor leeningen onder verpanding van waarden en roerende goederen, met uitzondering van nieuwe koopwaar.

» Deze leeningen worden, volgens haar vorm en duur, gelijk gesteld met de voorloopige of definitieve geldbeleggingen van de Spaarkas. »

ART. 3.

Artikel 23 der wet van 30 April 1848 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het bedrag der leeningen op nieuwe koopwaren, door eenzelfde eigenaar aangeboden, zal bij koninklijk besluit worden vastgesteld, zonder dat nochtans deze leeningen 10,000 frank mogen te boven gaan. »

Gegeven te Ciergnon, den 8^e Juli 1922,

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

FULG. MASSON.